

L'État lance le « plan cantines »

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / ANDRÉA POTRISA

16 juin 2025



« Ce qu'on a constaté, c'est qu'en Guadeloupe, beaucoup d'enfants ne vont pas à la cantine le midi, sortent de l'école et sont généralement pris en charge dans des conditions qui ne sont pas idéales, à la fois sur le plan de la nourriture, mais aussi sur le plan des activités », déplore Arnaud Duranthon, sous-préfet chargé de la cohésion sociale, du travail et de la politique de la ville (au centre photo de couverture). Un constat partagé par les acteurs de la santé, qui insistent sur l'importance d'une meilleure alimentation dès le plus jeune âge.

Le 4 juin, l'État a réuni plus de 110 participants à Baie-Mahault à l'occasion du séminaire départemental du « plan cantines ». Élus, directeurs d'école, inspecteurs, représentants des communes, de l'Éducation nationale, de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la Caf étaient présents pour poser les bases de ce projet inédit. Ce plan répond à une réalité préoccupante sur le territoire.



Une centaine de participants a répondu à l'invitation de la préfecture à Basse-Terre à l'occasion du séminaire départemental du « plan cantines ». Photo : capture écran Préfecture de Guadeloupe

« Plan cantines » a pour objectif de transformer en profondeur la pause méridienne dans les écoles élémentaires de Guadeloupe. À travers quatre piliers éducatif, socioculturel, alimentaire et bâtiminaire. L'État veut garantir un moment du midi plus encadré, plus nutritif, et plus favorable au bien-être et à la réussite scolaire des enfants. Dès la rentrée 2025, un plan d'action individualisé sera déployé dans une école pilote par commune, soit 32 établissements au total. Ces projets s'appuieront sur des diagnostics réalisés en amont pour répondre aux besoins spécifiques de chaque structure. Une approche saluée par l'ARS.

« Avoir une alimentation saine, équilibrée, tout au long de la vie, et particulièrement durant la croissance des enfants, est un des piliers de notre politique de santé », rappelle Laurent Legendart, directeur général de l'ARS (à gauche photo de couverture). Une préoccupation nutritionnelle qui rejoint également les enjeux éducatifs et sociaux portés par les élus locaux. Pour André Atallah, maire de Basse-Terre, ce plan est aussi une réponse à l'urgence sanitaire : « l'alimentation, c'est très important, effectivement on connaît la problématique de l'obésité chez nos petits,

mais c'est aussi toutes les animations qui sont prévues, au niveau de cette pose. » Rendez-vous dans les assiettes en septembre.